Baastel
30 Years Promoting Sustainable Development

ADAPTATION BASEE SUR LES ECOSYSTEMES ET RESTAURATION DES FORETS DANS LES COMMUNAUTES RURALES VULNERABLES DU CORRIDOR BIOLOGIQUE DES CARAÏBES

Évaluation à mi-parcours

Rapport final d'évaluation – Résumé exécutif

Préparé par

Initiative Internationale pour le Climat (IKI)

23 septembre 2022

LE GROUPE CONSEIL BAASTEL

Le Groupe-conseil baastel ltée

Rue de la Loi 28, Brussels, Belgium

92, rue Montcalm, Gatineau QC, Canada

P: +32 (0)2 355 4111

E: jon.garcia@baastel.com

W: www.baastel.com

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Vue d'ensemble du projet

Le projet "Adaptation basée sur les écosystèmes (AbE) et restauration des forêts dans les communautés rurales vulnérables du corridor biologique des Caraïbes", également désigné sous le nom de "Communautés Caribéennes Résilientes" (en français) (CCR), a été officiellement approuvé en mars 2020 et sa date de fin fixée à août 2027. Le projet dispose d'un budget approuvé de 20.164.500€ en subventions de l'Initiative Internationale pour le Climat (IKI). Comme les autres projets IKI, le CCR est financé par le ministère fédéral allemand de l'Economie et de l'Action climatique (BMWK), en étroite collaboration avec le ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Sécurité nucléaire et de la Protection des consommateurs (BMUV) et le ministère fédéral des Affaires Etrangères (AA), et géré par la Zukunft - Umwelt - Gesellschaft (ZUG). Le CCR vise à améliorer les moyens de subsistance et à accroître la résilience et l'adaptabilité des populations et des écosystèmes des communautés rurales face au changement climatique le long du Corridor Biologique des Caraïbes (CBC). Le projet est en cours à Cuba, en République dominicaine (RD) et en Haïti, dans deux régions de chaque pays. Le projet est mis en œuvre par Welthungerhilfe (WHH), OroVerde et cinq agences d'exécution locales.

Objectifs et portée de l'évaluation

L'objectif de cette évaluation à mi-parcours (EMP) est de faciliter le bilan des enseignements passés, d'accroître la redevabilité et la transparence, et de soutenir la prise de décision fondée sur des preuves pour orienter le projet. L'EMP a été menée entre février 2022 et septembre 2022, par cinq évaluateurs, dirigés par un chef d'équipe. L'évaluation combine un ensemble de questions standard issues des critères d'évaluation standard d'IKI (pertinence; planification, pilotage et cohérence; efficacité; impact transformationnel et durabilité; garanties sociales et environnementales; indicateurs standards) et des questions d'apprentissage supplémentaires plus spécifiques au projet. Les résultats sont basés sur une revue documentaire, des entretiens et de l'observation directe. Diverses sources ont été triangulées pour fournir des conclusions fondées sur des preuves.

Principales conclusions

Pertinence

Le CCR est aligné sur un large éventail de législations, politiques, stratégies et plans nationaux sur l'adaptation au changement climatique et son atténuation, ainsi que sur le développement durable. La pertinence des objectifs et de l'approche du projet pour les institutions partenaires est mitigée. Si l'alignement sur le développement rural ou/et la conservation de la biodiversité est élevé, l'alignement sur les actions tenant compte du climat est limité. Dans les trois pays, les gouvernements locaux et les municipalités ont montré un grand intérêt pour le projet. Le projet répond également aux besoins et aux priorités des populations concernées. Le projet est entièrement aligné sur les besoins et les priorités de la région (CBC). Le projet est conforme à l'Accord de Paris, au Pacte climatique de Glasgow, à la Convention sur la diversité biologique et aux Objectifs de développement durable.

Planification, pilotage et cohérence

La logique globale implicite du projet était appropriée pour atteindre les objectifs du projet. Lors de la conception, le budget, qui était important, a couvert les principales activités, mais au cours de la mise en œuvre, plusieurs chocs externes ont affecté négativement la capacité du budget à financer les activités du projet. Le cadre de résultats n'est pas entièrement adéquat. La conception du projet a alloué beaucoup de temps au projet, ce qui est adéquat pour un projet de développement et particulièrement pour un projet d'AbE et d'adaptation basée sur les communautés, mais davantage de temps pourrait être nécessaire. Les marqueurs du Comité d'Aide au Développement (CAD) n'ont pas été abordés dans les documents du projet car ils n'étaient pas obligatoires lorsque le projet a été conçu, mais certains marqueurs du CAD sont pertinents et déjà abordés par le projet.

Le système de suivi du projet n'a pas été pleinement utilisé pour le pilotage du projet. Le projet a systématiquement pris en compte les évolutions du contexte, et des mesures de gestion adaptative ont été prises sur le terrain, dans une certaine mesure. La structure de pilotage initialement conçue a sous-estimé la complexité de la gestion et de la coordination du projet. En 2021, une nouvelle structure de gouvernance et de gestion a été élaborée avec les institutions partenaires afin d'accroître leur participation aux décisions stratégiques du projet. Le pilotage et la gouvernance avec les partenaires gouvernementaux restent un défi en RD et en Haïti. Au niveau régional, le pilotage et la gouvernance sont adéquats. La mise en œuvre par WHH et OroVerde est appropriée, mais les ressources humaines sont insuffisantes et il est nécessaire qu'OroVerde soit plus présent localement. Au niveau local, la qualité de l'exécution est mitigée, avec une forte expérience de mise en œuvre et des compétences techniques pertinentes, mais avec une marge d'amélioration dans l'intégration du prisme climatique. L'appui de la ZUG répond de manière adéquate aux besoins du projet et de ses partenaires. Un soutien supplémentaire en matière de pilotage politique pourrait être utile pour relever les défis politiques et les enjeux de plaidoyer auxquels les partenaires du projet ne peuvent pas répondre entièrement.

La coordination est généralement adéquate au niveau mondial et surtout au niveau régional. La qualité de la coordination avec les acteurs concernés varie considérablement entre les pays partenaires, mais elle est généralement bonne au niveau national et surtout local. Cette coordination a donné lieu à une certaine coopération et à des synergies. Cependant, la plupart des relations et des synergies développées n'ont pas encore débouché sur des partenariats formels, même si quelques-uns peuvent être relevés.

Efficacité

En décembre 2021, les progrès étaient insatisfaisants pour tous les indicateurs de résultats. Pour la plupart des indicateurs, aucun progrès quantitatif n'a été réalisé. Lorsque des progrès quantitatifs ont été réalisés, ils ne sont pas considérables. Cela dit, certaines activités importantes ont été menées et certains résultats réalisés en RD et en Haïti. En outre, à partir de juin 2022, le projet semble être en bonne position pour accélérer son exécution. En décembre 2021, il n'y avait pas de progrès quantitatif dans aucun des cinq indicateurs de résultats, bien que qualitativement les progrès sur le renforcement des capacités, la planification et les activités pilotes de restauration de l'écosystème aient pu permettre quelques progrès sur l'adoption des pratiques AbE par les groupes cibles directs (un des cinq résultats). Il est trop tôt pour identifier les progrès sur les autres indicateurs de résultats. Les activités et les produits planifiés et mis en œuvre contribuent effectivement au résultat prévu. Plusieurs obstacles et facteurs externes ont entraîné des retards dans la mise en œuvre du projet. Certains d'entre eux ont été surmontés ou sont en passe de

l'être, mais d'autres peuvent affecter les activités du projet pendant une période prolongée. Le projet devrait être prolongé.

Impact transformationnel et durabilité

Le potentiel de réalisation des impacts attendus liés à l'adaptation au niveau local est considérable à Cuba, et plus limité en RD et en Haïti, où le soutien d'OroVerde sera essentiel pour les faire progresser. Les impacts au niveau national sont susceptibles d'être limités. L'échelle des interventions est trop faible pour un impact significatif sur l'adaptation au niveau régional. Les impacts sur la biodiversité seront probablement élevés à Cuba et indirects, mais pas nécessairement mineurs, en RD et en Haïti. Dans ces trois pays, les impacts sur l'atténuation du changement climatique seront indirects, mais pas nécessairement mineurs. Les co-bénéfices sociaux et économiques seront probablement plus importants en RD et en Haïti, où les institutions partenaires ont une longue expérience du soutien à l'agriculture durable. En RD, l'accès aux infrastructures de base sera également amélioré. Le projet a encouragé les activités génératrices de revenus pour les femmes. De manière involontaire, le projet a accru l'intérêt des jeunes pour les activités agricoles et la cohésion sociale.

Le projet contribue dans une large mesure à la transformation vers une société climatiquement neutre, résiliente au changement climatique et respectueuse de la biodiversité. Il le fait en mettant en place les conditions préalables à un changement systémique. À cette fin, le CCR produit des connaissances, sensibilise et renforce les capacités techniques en matière d'AbE à différents niveaux, crée de nouveaux systèmes d'incitation économique et renforce les systèmes de gouvernance. Le CCR crée également des possibilités d'extensibilité horizontale et verticale, en particulier au niveau local. Au niveau national, l'EbA est bien positionnée dans les trois pays et les processus régionaux et mondiaux favoriseront probablement l'intérêt pour la réplication et les fonds pour le faire.

La contribution des partenaires politiques, des partenaires de mise en œuvre et des groupes cibles à la durabilité des résultats du projet est mitigée. Il est difficile de trouver une partie prenante ayant un intérêt, une capacité et des ressources. Le projet contribue à accroître l'intérêt, la capacité et les ressources des partenaires politiques avec un certain succès, sauf au niveau national en RD et en Haïti. Les partenaires de mise en œuvre sont très intéressés. Le projet a augmenté leur capacité technique sur l'AbE et ils ont un fort capital social, mais des ressources financières limitées. La proposition de financement pourrait renforcer leurs capacités financières. Les groupes cibles semblent être très intéressés. La création de plateformes de gouvernance locale, la diffusion des connaissances, les bénéfices économiques des activités AbE et la création d'entreprises augmenteront leur capacité technique et financière et leur intérêt.

Sauvegardes

Les mesure de protection du projet ont été élaborées conformément aux exigences de l'IKI et la catégorisation des risques est plausible et appropriée. Les mesures de sauvegarde sont jugées généralement adéquates pour éviter, minimiser ou atténuer les impacts négatifs. Aucun impact négatif du projet n'a été détecté jusqu'à présent, mais le projet prévoit actuellement une étude de faisabilité pour analyser et exclure les éventuels impacts environnementaux négatifs dans un cas.

Indicateurs standard

Les indicateurs standard sont plus utiles à IKI qu'au projet. Le projet n'a pas fait de rapport régulier sur les indicateurs sélectionnés. Ceci est en partie dû au fait que le projet prévoit de passer aux nouveaux indicateurs. Des réflexions supplémentaires sont nécessaires sur la pertinence et

l'adéquation des différents indicateurs IKI. Dans l'ensemble, les résultats rapportés reflètent de manière plausible les activités de mise en œuvre, bien que certains aspects doivent être clarifiés. Avec le retard déjà pris, les résultats prévus pourraient maintenant être surestimés.

Recommandations

Sur la base de la discussion dans les différentes sections, l'équipe d'évaluation formule les recommandations suivantes :

Table 1. Synthèse des Recommandations

N°.	Recommandation	Entité responsable
1	Promouvoir la finalisation de l'approbation du projet à Cuba, afin de commencer les activités du projet dans ce pays dès que possible.	WHH et OroVerde, BIOECO et UPSA, avec le soutien du secrétariat de la CBC et des institutions allemandes compétentes en matière d'affaires étrangères.
2	Soumettre à IKI une demande d'extension et de modification du projet pour un an, en saisissant cette occasion pour réviser le cadre logique, le cadre de résultats, le plan de travail, le budget, la structure de gouvernance, l'évaluation des risques et l'identification des mesures d'atténuation.	WHH et OroVerde
3	Finaliser les évaluations des risques climatiques, s'assurer qu'elles informent les activités sur le terrain et que leurs résultats sont largement partagés, et explorer les moyens de mettre à jour les données et les analyses à l'avenir.	Les partenaires d'exécution locaux, avec le soutien d'OroVerde et de WHH
4	Promouvoir davantage les échanges entre les entités de mise en œuvre et d'exécution, afin de renforcer l'apprentissage entre pairs.	WHH
5	Renforcer la coordination et la coopération avec les principales parties prenantes nationales, en particulier en RD, en mettant en œuvre la stratégie de communication et en lançant le débat sur les propositions de financement.	WHH et OroVerde et les partenaires d'exécution locaux
6	Explorer les moyens de soutenir le plaidoyer pour le développement de politiques au niveau national concernant l'AbE.	Les institutions allemandes liées aux affaires étrangères
7	Poursuivre la coordination et la coopération avec le Secrétariat de la CBC.	WHH
8	Renforcer la coordination avec d'autres projets, notamment les projets axés sur les mécanismes financiers.	WHH et les partenaires d'exécution locaux, avec le soutien d'IKI
9	Approuver l'extension du projet, à condition qu'elle soit bien structurée, raisonnable et conforme à la recommandation 2 de la présente évaluation.	IKI
10	Ajuster les procédures administratives pour les rendre un peu moins strictes, en ajoutant, par exemple, une ligne budgétaire spécifiquement dédiée à de potentiels imprévus	IKI

11	Prendre en compte les enseignements tirés du présent document lors de la conception, l'approbation, la mise en œuvre et l'évaluation d'autres projets IKI en cours et futurs. Notamment en évaluant les capacités de mise en œuvre et les capacités techniques des entités chargées de la mise en œuvre et de l'exécution lors de la conception du projet; en veillant à ce que l'assistance technique requise soit fournie pendant la mise en œuvre, en tenant compte des longs délais des projets et; en concevant des dispositifs institutionnels permettant de travailler simultanément en amont et en aval de la mise en œuvre du projet.	IKI

Baastel

30 Years Promoting Sustainable Development

Bureau de l'Amérique du Nord

Le Groupe-conseil Baastel ltée
92, rue Montcalm
Gatineau (Québec)
Canada, J8X2L7

P: +1 819 595 1421
F: +1 819 595 8586

Bureau européen

Le Groupe-conseil Baastel srl
Rue de la Loi 28
B-1000 Brussels
Belgium

P: +32 (0)2 355 4111

Représentation en France

Olivier Beucher & Gaetan Quesne
T: +33 7 82 92 44 98
E: olivier.beucher@baastel.com
gaetan.quesne@baastel.com

Représentation en Jamaïque

Curline Beckford
P: +1 876 298 6545
E: curline.beckford@baastel.com